

ON DEMANDE S'IL EST VRAI QUE PETRO-CANADA ÉTAIT DISPOSÉE À ACHETER LA RAFFINERIE DE L'EST DE MONTRÉAL

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, le premier ministre a été élu pour faire mieux et non pour faire pis. Même ses amis Louis Laberge et Péladeau sont tellement découragés de lui qu'ils l'abandonnent.

Monsieur le Président, le premier ministre peut-il nous dire s'il est vrai que Petro-Canada était disposée à acheter la raffinerie de l'est de Montréal pour la garder ouverte, mais que son Cabinet a préféré la transaction d'Ultramar qui, elle, visait à fermer la raffinerie de l'est?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est de la foutaise absolue! En ce qui concerne... Je sais que tout le monde est au courant du fait que vous avez, vous, le gouvernement libéral, fermé trois raffineries dans l'est de Montréal.

Une voix: Malheureusement.

M. Mulroney: Vous avez coûté 1,100 emplois dans ce domaine-là. C'est un fait, c'est ce qui est arrivé. Il n'a pas été question de l'intervention de Petro-Canada dans le dossier. Mais je puis assurer mon honorable ami que nous avons, contrairement aux députés libéraux de la région de Montréal, qui ont gardé un mutisme total, qui n'ont jamais protesté une fois contre l'ancien ministre qui a fermé trois raffineries, le député de Shawinigan qui a fermé trois raffineries au Québec... Il n'y a pas un député libéral qui est ici qui a protesté, pas une fois. Mais, nous, nous travaillons avec notre «députation» montréalaise afin de garantir la vie de l'industrie du raffinage dans l'est de Montréal.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LES TAUX D'INTÉRÊT—ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, c'est au ministre des Finances que je m'adresse. Il y a une minute, il a informé la Chambre de son intention, dans son prochain budget, de réduire encore le déficit. A l'époque où il siégeait dans l'opposition, le ministre des Finances avait fait remarquer: «Des taux d'intérêts plus élevés entraînent une croissance ralentie, des déficits accrus et un nouvel endettement». Quant à l'actuel ministre de l'Expansion industrielle régionale, à l'époque où il siégeait dans l'opposition, il a dit: «Une hausse de 1 p. 100 du taux d'intérêt entraîne la perte de 25,000 emplois». Vu le bien-fondé de ces deux énoncés, le ministre des Finances, maintenant qu'il assume des responsabilités, pourrait-il mettre en pratique ce qu'il prêchait naguère et prendre des mesures pour que les taux d'intérêt n'augmentent pas davantage?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que nous avons très clairement démontré par nos actions depuis le 4 septembre 1984 que nous sommes convaincus de la justesse de ces énoncés.

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Depuis le 4 septembre, le taux d'intérêt courant dans le cas des hypothèques d'une année a baissé de 3 p. 100. Cela permet aux propriétaires d'épargner en moyenne \$104 par mois. Le taux d'intérêt ordinaire pour les hypothèques de trois ans a baissé de 2¼ p. 100, alors que le taux d'intérêt usuel dans le cas des hypothèques de cinq ans a baissé de 2½ p. 100. C'est pour cela que le nombre des mises en chantier domiciliaires est passé de 145,000 à 185,000 depuis un an, ce qui représente une augmentation d'environ 25 ou 35 p. 100. Par ailleurs, les projets d'investissement ont augmenté de façon sensible par rapport à ce qu'ils étaient au moment où nous avons accédé au pouvoir en septembre 1984. Voilà qui démontre le bien-fondé des mesures que nous avons prises pour relancer l'économie.

Des voix: Bravo!

● (1425)

ON DEMANDE QUE LA BANQUE DU CANADA CESSE DE MAJORER LES TAUX D'INTÉRÊT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre des Finances suit simplement le mauvais exemple du premier ministre. Nous ne parlons pas des événements survenus l'automne passé. Je suis d'accord avec lui à ce sujet. Quand les taux d'intérêt américains ont baissé et que nous n'étions pas menacés par une crise dans l'immédiat, nos taux ont baissé aussi. Nous en avons profité. Comme le ministre le sait, les taux d'intérêt étaient à la hausse la semaine dernière. S'il est convaincu de ce qu'il préconise—et il a dit ces jours-ci que la crise était temporaire—va-t-il téléphoner au gouverneur de la Banque du Canada pour lui dire ne pas hausser les taux d'intérêt lorsqu'il les annoncera demain?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens à dire clairement au député que ni le gouverneur de la Banque du Canada ni le ministre des Finances ne possèdent de pouvoir magique leur permettant de prédire les fluctuations des taux d'intérêt, car elles dépendent exclusivement du marché. Depuis seize mois, nous faisons tout notre possible pour faire baisser les taux d'intérêt. En février et mars l'an passé—comme c'est actuellement le cas—le marché a fait monter les taux et nous avons essayé de tempérer cette hausse. Alors que les effets de notre politique économique commencent à se faire sentir les taux d'intérêt ont fléchi, et j'ai bon espoir que cette tendance va continuer.

[Français]

ON DEMANDE L'INTERVENTION DU MINISTRE AUPRÈS DE LA BANQUE DU CANADA

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, si le ministre croit que la crise économique est temporaire, c'est simple il doit pratiquer maintenant ce qu'il disait lorsqu'il était dans l'opposition, c'est-à-dire qu'il doit téléphoner au gouverneur de la Banque du Canada pour lui demander de ne pas augmenter les taux d'intérêt.